

« Nous les dénoncerons » : une affaire de corruption locale suscite un sentiment anti-aide au Burkina Faso

Suivi des récits d'aide sur les réseaux sociaux : nouvelles tendances au Sahel

13 Août 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 04-10 août 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



RÉSUMÉ : Entre le 4 et le 10 août 2025, **62 publications publiques** sur les réseaux sociaux liées au secteur de l'aide humanitaire au Niger, au Mali et au Burkina Faso ont généré **847 commentaires**. L'engagement global a diminué par rapport à la semaine précédente, l'actualité étant dominée par les réactions à l'arrestation, au Burkina Faso, du coordinateur d'une « association » classée ici comme une organisation de la société civile (OSC) à des fins de collecte de données, bien que son statut juridique exact demeure incertain. Cette affaire, portant sur un détournement présumé de fonds destinés aux personnes déplacées, a suscité de nombreuses critiques visant l'individu, certaines s'étendant à l'ensemble du monde humanitaire. D'autres récits en ligne ont relaté les critiques persistantes de comptes tenus par des migrants à Agadez, l'un d'eux affirmant qu'un partenaire du HCR avait menacé des migrants avec une arme à feu. L'actualité a également couvert le Forum humanitaire de l'AES au Mali.

ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [Attaque, Suspension etc.](#) (21 juillet-03 août) | [Félicitation](#) (14-20 juillet) | [Bon Debarras](#) (07-13 juillet) | [Donner La Raison De La Suspension](#) (23-29 juin) | [On Ne Peut Jamais Leur Faire Confiance](#) (16-22 juin) | [Tout](#)

Correction : un problème de géolocalisation a affecté les données du 14 juillet au 10 août

Dans notre rapport couvrant la période du **14 au 20 juillet**, nous avons signalé une forte baisse de l'engagement autour des acteurs de l'aide humanitaire, avec seulement 19 commentaires enregistrés sur l'ensemble des contenus faisant référence aux agences des Nations Unies, aux ONG internationales ou OSC — soit le total hebdomadaire le plus bas depuis le début du suivi en mars 2025. Cependant, un problème de géolocalisation affectant l'IA de surveillance des réseaux sociaux utilisée dans notre analyse a depuis été identifié. Le système semble avoir sous-détecté les publications provenant du Mali, du Burkina Faso et du Niger en raison d'une erreur technique dans le marquage de localisation basé sur l'adresse IP. Par conséquent, le faible nombre signalé pour cette semaine ne reflète probablement pas un ralentissement réel de l'activité, comme nous l'avions initialement supposé. Le problème technique n'a pas encore été entièrement résolu et nous ne pouvons pas confirmer si les chiffres publiés dans le présent rapport (du 4 au 10 août) et dans le précédent (du 21 juillet au 3 août) sont complets. Il est possible que le présent rapport sous-estime également le nombre de messages publiés avec des adresses IP dans les trois pays du Sahel. L'analyse ci-dessous est basée sur les données identifiables au 11 août 2025. Nous fournirons une évaluation actualisée dès que le problème technique aura été corrigé et que les données rétroactives pourront être retraitées.

Récits principaux

Burkina Faso : l'arrestation d'un homme soupçonné de détournement de fonds humanitaires déclenche de vives réactions

Entre le 9 et le 10 août, au moins 14 publications Facebook de médias locaux ont relayé un communiqué de la police annonçant l'arrestation, à Kaya, d'un homme présenté comme le coordinateur général d'une « association » classée ici comme OSC à des fins de collecte de données. La plupart des commentaires en ligne reliaient l'affaire au secteur de l'aide en général. Toutefois, les informations publiques ne permettent pas de clarifier son statut juridique exact : il pourrait s'agir d'une association communautaire, d'un comité de développement local ou d'une autre organisation à but non lucratif juridiquement distincte.

L'homme est accusé d'avoir détourné plus de 170 millions de francs CFA destinés aux personnes déplacées et aux groupes vulnérables. Ces publications ont généré 706 commentaires publics, signe d'un fort engagement et d'une politisation rapide de l'affaire. De nombreux internautes ont salué le gouvernement et la police pour cette action jugée décisive.

Une part importante des réactions a toutefois extrapolé ce cas à l'ensemble du secteur de l'aide, exprimant un scepticisme généralisé quant à l'intégrité des ONG. Certains ont affirmé : **“C'est très bien car les gens créent les ONG non pour aider les autres mais pour leur propre projet et salissent le nom du pays”**, appelant à des audits systématiques. D'autres ont promis de **«Elles sont très nombreuses ces associations et ONG, nous allons les dénoncer »**.

Parallèlement à ces critiques, un sentiment rétributif s'est exprimé, avec des références répétées à la récente affaire « Teignan » — scandale de corruption très médiatisé en 2024 ayant conduit à la condamnation d'un haut fonctionnaire à 15 ans de prison — et des demandes de sanctions exemplaires. Si certains réclamaient des peines judiciaires sévères, d'autres employaient un discours ouvertement violent, tel que : **« Vivement le rétablissement de la peine de mort. Que de crimes pareils soit considérés comme des atteintes à la vie.»** ou **« C'est genres là doivent être fusillé et donner leur cadavre aux animaux du zoo, Ça devient assez maintenant là »**. Les appels à la saisie des biens, à la divulgation publique de l'identité des suspects et à la retransmission télévisée en direct du procès ont illustré l'intensité des réactions.

Ce que cela nous apprend

- Les accusations de détournement de fonds destinés aux personnes déplacées ont suscité au Burkina Faso des réactions en ligne rapides et punitives, marquées par un soutien affirmé aux autorités et une couverture médiatique renforçant l'image d'une action forte de l'État.
- Cet événement nourrit le scepticisme envers les ONG dans leur ensemble, accroissant les risques réputationnels pour les acteurs légitimes et renforçant le soutien public à une réglementation plus stricte, ainsi qu'à des mesures de transparence accrues (dénonciation, révélation d'identité, recouvrement des biens).
- La fréquence des analogies avec le « terrorisme » et des appels à la peine de mort montre un risque d'escalade rhétorique pouvant normaliser les approches extrajudiciaires. Une communication équilibrée et factuelle, accompagnée d'une transparence sur l'avancement de la procédure, pourrait contribuer à limiter la désinformation.

Des allégations de menaces par un partenaire du HCR à Agadez font surface, mais l'engagement reste faible

Entre le 4 et le 10 août, 24 publications ont été partagées sur X par six comptes individuels critiquant les conditions dans le centre humanitaire d'Agadez. Cinq de ces comptes publient régulièrement depuis plusieurs mois, tandis qu'un nouveau compte, créé en août 2025 et affichant un nom et une photo semblant réels dans sa biographie, s'est joint à l'activité, sans que ces éléments d'identité puissent être vérifiés.

Comme lors des périodes précédentes, ces publications ont généré très peu d'engagement et ont eu une portée limitée. Deux d'entre elles se distinguent toutefois en diffusant une vidéo affirmant qu'un partenaire du HCR aurait menacé des migrants avec une arme à feu lors d'une manifestation, perturbant ainsi l'approvisionnement alimentaire. Bien que cette allégation n'ait pas pu être vérifiée de manière indépendante dans le cadre de cette analyse, elle s'ajoute à une série croissante d'accusations graves formulées par ces comptes depuis fin 2024, portant notamment sur des violences, de la négligence médicale et la suspension de l'aide.

Ce que cela nous apprend

- La persistance de ces comptes et l'arrivée d'un nouvel utilisateur reflètent des griefs durables au sein de la communauté migrante à Agadez, malgré leur faible visibilité en ligne.
- Les accusations prennent un ton de plus en plus grave, dépassant les critiques sur les conditions de vie pour inclure des menaces directes avec armes à feu.
- Le faible engagement indique que ces récits restent confinés à un cercle restreint d'utilisateurs s'auto-renforçant, sans réel écho dans le débat public ou militant plus large.

Today's events at the Humanitarian Center

Day 319 peaceful protest

@Refugees threatened with a firearm by UNHCR partners a sad situation for prevention refugees in the desert and a threat with a weapon cutting off food supplies

@GVAGrad @RefugeesMedia @UNmigration @UNGeneva



Le Forum humanitaire AES encourage la coordination régionale et a été un sujet clé pour les médias et les acteurs de l'aide humanitaire en ligne

Organisé du 7 au 9 août 2025 au Centre international de conférences de Bamako, le forum visait à examiner les plans et politiques nationales d'intervention humanitaire dans la région AES et à élaborer une feuille de route commune. L'événement a réuni les points focaux humanitaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso, qui ont abordé des questions majeures telles que les déplacements forcés, l'insécurité alimentaire et les besoins sanitaires.

Sur les réseaux sociaux, 12 publications distinctes émanant d'organismes d'aide — notamment des agences des Nations unies, des ONG internationales et OSC — ont mis en avant leur participation, affichant ainsi une visibilité institutionnelle forte en faveur de l'initiative régionale. Aucun rapport public ne fait état du boycott de l'événement par un acteur majeur. Les publications comprenaient toutes des photos montrant la participation institutionnelle, la présence de responsables gouvernementaux et les discussions collaboratives. Toutefois, l'engagement en ligne est resté faible, avec seulement quelques likes, partages ou commentaires.

Le forum a bénéficié d'une large couverture dans les médias locaux au Mali et au Burkina Faso, mais ces données n'ont pas été intégrées à l'analyse hebdomadaire, en raison du volume important d'articles et de leur absence de référence à des agences spécifiques. Cette forte visibilité officielle et médiatique pourrait expliquer l'absence, cette semaine, d'un sujet habituellement récurrent en ligne : la suspension des ONG au Burkina Faso, discutée depuis juin. L'accent mis sur la coordination régionale et l'action collective sous la bannière de l'AES a peut-être temporairement éclipsé les discours plus critiques, du moins dans les espaces en ligne accessibles au public.

Ce que cela nous apprend

- Le Forum humanitaire de l'AES a offert une forte visibilité institutionnelle, sans toutefois générer un engagement public significatif en ligne.
- La couverture médiatique, bien que très large, s'est concentrée sur la coordination régionale et a évité de nommer des groupes spécifiques.
- Le contexte et le timing de l'événement ont probablement contribué à reléguer au second plan d'autres débats récurrents sur l'aide, comme celui lié à la suspension des ONG au Burkina Faso.

Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Dans un contexte marqué par des problèmes techniques, les données disponibles pour la période du 4 au 10 août indiquent une baisse de l'engagement global autour des acteurs de l'aide par rapport à la semaine précédente : 847 commentaires ont été enregistrés, contre 1 307 entre le 28 juillet et le 3 août. Ces chiffres doivent être interprétés avec prudence, certains messages provenant du Mali, du Burkina Faso et du Niger pouvant ne pas avoir été pris en compte.

- **Organisations de la société civile (OSC)** : elles ont concentré 85,01 % du total des commentaires (720 sur 847), une part exceptionnellement élevée due presque exclusivement à l'arrestation à Kaya du coordinateur d'une « association » classée ici comme OSC aux fins de cette analyse. Cette classification pourrait être inexacte, le statut juridique exact du groupe restant incertain. Habituellement, les OSC/ONGL reçoivent surtout des commentaires positifs et sont rarement la cible principale des critiques. Cette semaine, elles ont toutefois représenté 97,96 % de tous les commentaires négatifs (671 sur 685), tous liés à cette affaire. La plupart visaient directement la personne arrêtée plutôt que le secteur humanitaire dans son ensemble, mais certains ont élargi la critique à toutes les ONG. Cela suggère qu'un incident de ce type comporte un risque faible, mais réel, pour la réputation des ONG internationales.
- **Agences des Nations unies** : elles ont généré 10,86 % du total des commentaires (92) et seulement 1,90 % des réactions négatives (13).
- **ONG internationales** : elles ont représenté 4,13 % des commentaires (35) et seulement 0,15 % des sentiments négatifs (1).

Dans les deux derniers cas, l'engagement est resté faible par rapport aux périodes précédentes.

Ces conclusions se fondent uniquement sur des contenus accessibles publiquement sur les réseaux sociaux et ne tiennent pas compte des échanges sur des plateformes privées ou chiffrées.

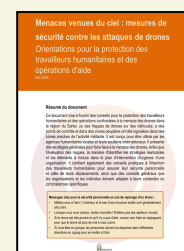
Autres ressources

La Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC) a recensé 36 incidents de violence ou d'entrave à l'accès aux soins de santé au Mali en 2024. Au cours de ces incidents, au moins huit professionnels de santé ont été enlevés et huit autres arrêtés ou détenus. Le nombre réel d'incidents et la gravité de la situation sont probablement bien plus élevés. Des combattants du JNIM, armés de fusils, ont été impliqués dans plus d'un quart des attaques contre les soins de santé en 2024. Les FAMA auraient détruit un établissement de santé lors d'une frappe de drone armé et arrêté des professionnels de santé lors d'opérations de sécurité. Les pénuries de fournitures médicales et de personnel, ainsi que la suspension de programmes de santé, ont considérablement affaibli le système de santé malien. Consultez la fiche d'information complète en [anglais](#) et en [français](#). Téléchargez les [données](#).



Les drones armés constituent une menace croissante dans les situations humanitaires, et leur utilisation va certainement s'intensifier. Autrefois rares, ils sont désormais omniprésents dans les conflits. S'adapter à la menace croissante des drones implique de repenser les mesures de sécurité dans les contextes à haut risque. Insecurity Insight a publié un guide pratique qui rassemble les meilleures pratiques actuelles, disponible en [anglais](#) et [français](#). Voir également :

- À l'extérieur lorsqu'un drone est repéré : [anglais](#) | [français](#)
- À l'intérieur d'un bâtiment pendant une attaque de drone : [anglais](#) | [français](#)
- Conseils pour approcher un drone qui a atterri : [anglais](#) | [français](#)
- Préparation des déplacements, disponible en [anglais](#) | [français](#)



Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org

Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/04-10Aug2025SMMBriefFR>

Citation suggérée : **Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 21 juillet - 3 août 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/04-10Aug2025SMMBriefFR>**

